

Presse Internationale

mensuel – n⁴5 – janvier 2006 - 1€ (soutien 2€)

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

des militants en Belgique de la Lique Internationale des Travailleurs - IV Internationale www.litci.org - litial.be@tiscali.be

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

ACCORD INTERPROFESSIONNEL

OU MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE?!



Accord interprofessionnel - p.2, 7

Sans-papiers: Un mouvement dans l'ombre - p.5 Bolivie: Où va le gouvernement d'Evo Morales? - p.8

Pays-Bas: SP, un exemple à suivre? - p.15 LIT-QI: Une nouvelle section en Italie - p.18 Moreno: Le parti mondial de la révolution – p.19

Oaxaca: Non à la répression - p.20

LIBAN:

Oui au peuple libanais, Non à l'armée belge!

p.16



La Lique Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine. avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobili-

Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action.

La Lique Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous reioindre dans sa construction, aussi en Belgi-

Accord interprofessionnel ou mobilisation interprofessionnelle

Alors que les travailleurs de VW reprennent le travail, que des accords ont été signés chez deux des principaux soustraitants concernant les licenciements et les « départs volontaires », le nouvel accord interprofessionnel (AIP) pour 2007-2008 a été bouclé. Tout semble aller pour le mieux. Seulement, les ouvriers de VW rentrent à l'usine avec un goût fort amer, et les tensions sont vives dès lors que seuls 54% des travailleurs ont opté pour la fin de la grève. Beaucoup ont l'impression de « s'être fait berner », que les syndicats ont abandonné trop vite la lutte pour l'emploi. Et la peur pour le futur est fort présente, la direction patronale annoncant que les trois milles emplois dépendront de la flexibilité des travailleurs qui devront accepter des baisses salariales.

L'accord interprofessionnel est également loin d'être dans l'intérêt des travailleurs. Il marque au contraire de nouvelles avancées et acquis pour le patronat et une flexibilisation accrue du travail : nouvelle réduction des charges patronales sur les heures supplémentaires, norme salariale en baisse constante, confirmation du Pacte des générations,...

Si, à ce jour, l'accord n'a pas encore été accepté par les bases des organisations syndicales, plusieurs centrales et régionales se sont déjà prononcées contre ou prônent l'abstention, dénonçant ces nouvelles concessions à un patronat pourtant plus riche que jamais. Les travailleurs voient de leur côté leurs conditions de travail se dégrader et les caisses de la sécurité sociale et du budget public se vider. Tandis que le chômage continue à augmenter et ce, malgré un « plan de contrôle des chômeurs » qui ne cesse d'intensifier le nombre d'exclusions du droit aux allocations.

Rien gu'en 2006, 20.000 personnes ont été sanctionnées suite à un entretien à l'ONEM.

Les patrons, quant à eux, sont loin d'être inquiétés lorsqu'ils licencient, lorsqu'ils « restructurent » malgré des bénéfices exorbitants. Au contraire, on leur promet davantage d'exonérations des charges sociales, moins d'impôts, des travailleurs plus flexibles...

Le gouvernement prévoit ainsi de modifier la législation sur le temps de travail pour permettre une meilleure « adaptation » aux besoins des entreprises et il annonce de nouvelles attaques contre le droit à la pension. Alors que des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté en 2005 contre le Pacte des Générations et ont lancé deux grèves générales pour mettre un frein à cette politique, non seulement le « pacte » a été imposé mais Verhofstad déclare que « le « contrat de solidarité entre Générations » (...) est seulement une première étape qui en appelle encore de nombreuses autres dans la même direction »1. Et il prévient que le gouvernement, malgré les prochaines élections, « n'entend pas rester les bras croisés dans les mois à venir ».

Face à cette offensive patronale contre les droits des travailleurs, largement encouragée et soutenue par le gouvernement, les travailleurs doivent refuser ces nouveaux accords interprofessionnels qui ne font qu'accroître la précarisation des travailleurs et offrir de nouveaux cadeaux aux patrons.

Les directions syndicales ne pourront continuer à négocier dans le dos des travailleurs; ce dont les ouvriers ont besoin, ce n'est pas d'accords interprofessionnels qui bradent à très bas prix les acquis de leur classe, mais bien de plans de luttes dans chaque secteur, dans chaque entreprise, pour parvenir à une mobilisation interprofessionnelle qui soit le début d'un large mouvement d'opposition à toutes ces politiques généreuses pour les patrons, régressives et dévastatrices pour les travailleurs.

Rejet de l'AIP! Pour une mobilisation interprofessionnelle! Plus de cadeaux aux patrons! Des sanctions contre les licenciements massifs et les restructurations! Réduction du temps de travail avec maintien des salaires!

¹ Vers l'Avenir, 11/01/07

La fin d'un conflit ?

Le référendum du 5 janvier lors duquel les travailleurs devaient se prononcer sur l'arrêt ou non de la grève a marqué une profonde division chez les ouvriers de VW. Malgré des primes de départ « historiques », malgré un accord « inégalable » sur les pré-pensions, malgré les promesses « généreuses » de VW pour 2009, seuls 54% des travailleurs ont voté pour la reprise du travail. ? Malgré toutes ces « victoires » que les organisations syndicales auraient « arraché » aux patrons de VW, près de la moitié des travailleurs considèrent qu'il n'y a pas de quoi se réjouir et que la lutte n'est pas terminée.

Un bilan s'impose

De fait, les travailleurs ont beaucoup perdu dans ce conflit et très peu gagné. malgré de longues semaines de luttes et une manifestation qui a rassemblé plus de 20.000 personnes. Un bilan s'impose donc, non pas pour mieux tourner la page mais pour mieux poursuivre, plus fermement encore, la lutte.

Ce bilan, des travailleurs qui ont dû reprendre le travail l'ont déjà entamé : « J'ai un peu l'impression que les syndicats nous ont mené en bateau. Ils n'ont tenu qu'une seule assemblée. [...] Le conflit de VW s'est déroulé comme si l'histoire avait été écrite d'avance. »1

Si les travailleurs se sont « bousculés » pour s'inscrire dans les listes de départ volontaire, certains regrettent déjà d'avoir abandonné la lutte pour leur emploi contre une prime : « Ce qu'il faut aux gens, c'est un emploi, pas des primes. [...] Certains qui regrettent déjà leur geste, sont venus à l'usine essayer de retirer leur signature. Un de mes copains a cru trouver un boulot en France, mais il a renoncé : c'est un job intérimaire, sous-payé. Ce ne sera pas facile de se reclasser quand on a pour tout diplôme qu'une carrière de travail à la chaîne. Une ex-déléquée de la Sabena me l'a dit : en cas de restructuration, on vit deux terribles humiliations : d'abord perdre son emploi, ensuite se retrouver au FOREM. »1

Cette humiliation, même les prépensionnés de VW devront la subir : après avoir consacré une bonne partie de leur vie pour enrichir l'entreprise, ils sont non seulement exclus de l'usine mais doivent en plus « prouver qu'ils veulent travailler » en s'inscrivant dans une « cellule de reconversion », malaré le fait que très peu ont l'espoir de pouvoir un jour être « reconvertis ». Comme l'a si bien dit une déléguée FGTB qui a opté contre la reprise du travail, « Pourquoi ne pas vous laisser profiter du repos que vous méritez après 30 ans de travail à la chaîne, alors que vos enfants rament pour leur avenir? »1

Concernant les 3000 emplois pour 2009 promis par la direction VW, les ouvriers restent également plus que prudents. D'abord, parce que la direction a clairement signifié que ces emplois seraient garantis que si les travailleurs se montraient conciliants, c'est-à-dire, s'ils acceptent une baisse des salaires (ou une augmentation des heures de travail avec le même salaire) et une plus grande flexibilité. Il s'agira peut-être aussi d'augmenter encore la cadence. Dans ce contexte, l'incertitude des travailleurs est presque aussi grande qu'au début du conflit.

Pour le patronat, tout est gagné : ils se sont débarrassés d'une bonne partie du personnel en payant ce qui représente qu'une infime partie de tout ce qu'ils ont reçu de l'Etat belge, sous forme de baisse des charges sociales et fiscales ou de subventions directes. Ils vont pouvoir aisément remplacer une partie des emplois stables par des sous-statuts (intérimaires,...). Et ils ont reçu des promesses supplémentaires du gouvernement belge en matière de flexibilisation du travail. Certaines ont déjà été concrétisées par l'accord interprofessionnel pour 2007-2008 (baisse des charges sur les heures supplémentaires et le travail de nuit), d'autres doivent être réalisés par le biais de changements dans la législation sur le travail (pour pouvoir augmenter le temps de travail et l'adapter aux intérêts de l'industrie automobile).

Le patronat a réussi aussi un autre coup de force qui a affaibli la lutte, en divisant non seulement les travailleurs de VW entre ceux qui partent « volontairement » et ceux qui restent, mais aussi entre ceux de VW-usine et les ouvriers des sous-traitances, surexploités pendant de longues années et placés dans

des conditions très précaires d'emploi pour augmenter encore la marge de bénéfice de l'entreprise.



La sous-traitance : une arme patronale pour diviser les travail-

Lorsqu'une entreprise décide de « restructurer » ou de fermer, le rôle de la sous-traitance apparaît avec plus de clarté. Il s'agit non seulement d'un instrument pour maintenir une partie des travailleurs dans des conditions très précaires en divisant le collectif de travail entre ceux qui ont un emploi stable et bien rémunéré (appartenant à l'usine mère) et ceux, souvent une main d'œuvre immigrée, qui doivent travailler sans aucune certitude pour le lendemain, avec une flexibilité extrême et des bas salaires. Il s'agit également d'un moyen, lors des résistances des travailleurs, pour diviser les luttes.

Sur ce point, les directions syndicales ont bien joué ce jeu, en négociant d'abord un accord rien que pour les ouvriers de VW, comme si ceux des sous-traitants valaient moins, n'avaient pas droit eux-aussi à être défendus sur pied d'égalité. En maintenant l'unité, en négociant pour tous en même temps, en refusant de jouer dans la stratégie patronale, les syndicats auraient pu donner une force importante chez tous ceux qui travaillent pour VW pour obtenir non pas des primes pour quelques-uns mais un emploi pour tous.

Ce qui a été frappant tout au long de ce conflit, c'est la manière dont l'événement a été présenté comme inéluctable, inévitable. Face au licenciement massif, c'est le sauve-qui-peut qui a dominé. la tentative d'éviter « de tout perdre » plutôt que de tenter de gagner la lutte. Le résultat est finalement que presque tout pourrait être perdu : l'emploi, les conditions de travail, mais aussi l'unité des travailleurs, et la fierté.

Les travailleurs des sous-traitants trop gâtés?

Suite à un accord social conclu chez deux sous-traitants, Johnson Controls (fabricant de sièges) et Faurecia (producteur de modules d'intérieurs), la presse titre « les sous-traitants de VW gâtés aussi », déplorant non pas la perte importante d'emploi pour beaucoup de Bruxellois, mais le fait que l'accord chez VW ait fait tâche d'huile rendant les travailleurs « trop exigeants ». Ainsi, les travailleurs des deux principaux soustraitants auraient obtenu des primes supérieures aux minima légaux, comme si ce simple fait justifiait que ce soit une victoire pour les travailleurs. Un minimum légal reste un minimum.

Et on passe par contre sous silence que les primes pour les travailleurs des sous-traitants sont largement endessous de celles négociées pour les ouvriers de VW.

Voilà le résultat de la sous-traitance. On considère normal que des ouvriers travaillant en fin de compte pour la même entreprise aient des régimes différents. La sous-traitance constitue, dans ce sens, une forme de délocalisation sur place en utilisant une main-d'œuvre plus précarisée, et donc plus exploitable, représentée en grande majorité par les

travailleurs immigrés ou d'origine étrangère qui vivent des discriminations importantes sur le marché de l'emploi.

Pour beaucoup de jeunes travailleurs licenciés de chez Faurecia, Johnson Controls mais aussi de tous les autres sous-traitants (ISS, Meritoir, Decoma,...), cet emploi, tout précaire fut-il, avait déjà été très difficile à trouver. Beaucoup craignent donc pour leur avenir et pour ceux de leur famille.

Contre la stratégie patronale : l'unité de tous, avec ou sans papiers

Un groupe de travailleurs sans papiers. organisé au sein de l'Union de Défense des Sans-Papier, s'est joint à la manifestation du 2 décembre pour marguer leur solidarité avec la lutte de VW, conscients de leur rôle sur le marché de l'emploi et de l'affaiblissement en cascade des droits des travailleurs. En touchant aux emplois et aux conditions de travail chez VW, on précarise encore davantage ceux qui devront travailler chez les soustraitants (les travailleurs immigrés) ou encore chez les sous-traitants des soustraitants (souvent des travailleurs sans papiers).



Et inversement. l'existence d'une population maintenue dans la clandestinité et donc sujette à toutes les formes d'exploitation, permet d'augmenter la pression sur les travailleurs « déclarés ».



Cette solidarité qui s'est exprimée est un pas en avant significatif pour la lutte des travailleurs. Il faut qu'elle s'exprime à tous les niveaux, également celui des travailleurs « autochtones » vers les travailleurs immigrés et sans papiers, entre les travailleurs des entreprises mère et ceux des sous-traitants,... afin que la stratégie patronale de division échoue.

Cette volonté d'unité s'est aussi manifestée à un niveau international, par une motion de solidarité des travailleurs de VW au Brésil qui vivent des événements comparables, ou celle des ouvriers de Flaskô qui ont décidé d'occuper leur usine suite à la fermeture décidée par le patronat (voir ci-dessous).

La lutte continue

Le retour à l'usine doit être l'occasion d'une réorganisation des luttes pour qu'une nouvelle grève soit entamée, une grève qui doit avoir pour objectif le maintien de tous les emplois, sans détérioration des conditions de travail. Une lutte. cette fois unitaire, basée sur la confiance de la force des ouvriers et ouvrières qui combattent ensemble plutôt que sur la confiance vis-à-vis des promesses « empoisonnées » des directions patronales et d'un gouvernement dont l'unique préoccupation est de servir au mieux les intérêts des patrons.

¹ Le Soir, 06/01/2007 - ² Voir PLn°44 Les photos sont de la manifestation du 2/12/2006

Camarades.

Nous sommes les travailleurs de l'usine Flaskô, (São Paulo - Brésil), occupée et sous contrôle des travailleurs [...] et nous voulons manifester notre solidarité la plus sincère avec nos frères et sœurs travailleurs et travailleuses de Volkswagen en Belgique. En 2003, nous étions dans une situation pareille. L'usine où nous étions au travail nous devait deux mois de salaire et plus de sept ans de charges, sans compter les impôts. L'usine allait fermer, et le 25 juin 2003, nous avons décidé en assemblée d'occuper l'usine et de reprendre la production sous le contrôle des travailleurs. [...] lci au Brésil, nous accompagnons la lutte tenace des camarades de Volkswagen à São Bernardo do Campo, une bataille à laquelle nous participons avec notre solidarité dans plusieurs assemblées, et nous avons posé la question : si VW veut fermer, les travailleurs doivent occuper l'usine et exiger du gouvernement l'expropriation. l'étatisation sous contrôle des travailleurs. Nous ne connaissons pas la situation en Belgique, mais nous aimerions bien en savoir plus, et nous sommes prêts pour le combat avec notre solidarité. Si vous êtes d'accord, nous pouvons envisager d'aider à organiser la pression sur l'ambassade belge au Brésil en défense des camarades.

Vive la lutte des travailleurs! Non aux licenciements! Occuper, résister, produire!

Pedro Santinho (pour le Conseil d'Usine de Flaskô) <alensantinho@uol.com.br>

Un mouvement dans l'ombre

Le mouvement pour la régularisation de tous les sans-papiers a perdu actuellement sa dynamique de lutte. Mis à part l'occupation de l'église Saint-Bernard à Saint-Gilles, qui a organisé la mobilisation qui permis de libérer les occupants d'Anderlecht détenus en centres fermés, peu ou pas de mobilisations ont été organisées. Mais sans mobilisation, pas de rapport de force, et donc pas de pression sur le ministre pour qu'il régularise. Ainsi, le mouvement a perdu sa « force de frappe ». Il s'agit donc de reconstruire ce rapport de force. Mais pour cela, il est nécessaire de se demander pourquoi l'Union de Défense des Sans Papiers (UDEP) a perdu cette dynamique de lutte. Un bilan reste à faire au sein de l'UDEP, et c'est à ce bilan que nous voulons apporter notre contribution.

Une mobilisation détournée

Depuis sa création, l'UDEP a toujours voulu construire un rapport de force pour peser dans la balance face au gouvernement. Les mobilisations se sont développées aux quatre coins du pays : les sans-papiers sortaient de l'ombre de la clandestinité. Dès le départ, la force du mouvement fut sa revendication principale : la régularisation de tous les « sans-papiers ». Pourquoi ? Le gouvernement divise les « sans-papiers » à coups de cas par cas et grâce au pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Intérieur en matière de régularisation. Contre cette logique, l'UDEP mobilise pour l'unité et l'émancipation de tous les sans-papiers. Mais depuis l'occupation de l'église Saint-Boniface, la direction du mouvement a progressivement imposé une autre orientation : rentrer dans le jeu du traitement individuel.

En effet, lors de la lutte de Saint-Boniface, les revendications se sont tournées petit à petit vers une « loi avec des critères clairs et permanents ». Le débat parlementaire a été réouvert grâce à des mois de luttes. Tous les yeux du mouvement étaient rivés sur le 16 rue de la Loi, en espérant l'adoption de la « loi UDEP ». Mais de son côté, le gouvernement a maintenu sa politique criminelle (voir cadre).

Certains parlementaires « progressistes » et de nombreuses ONG martelaient que, sans « critères clairs et permanents », le problème des sanspapiers ne trouverait pas de solution. Dans la commission juridique de l'église Saint-Boniface, le PTB, par le biais de ses avocats, a proposé une loi, acceptée par l'UDEP-Bruxelles, qui proposait 5 critères de régularisation bien plus larges que ceux existants. Selon l'une de ces avocats, « Il faut donc continuer à mobiliser les gens pour que la régularisation passe d'un régime de non-droit à un régime de droit, avec des droits

clairs inscrits dans la loi, une procédure claire, des délais clairs. »1

La réalité a montré que nous ne pouvons pas avoir confiance dans le parlement de la bourgeoisie. Ecolo, PS, CdH nous ont promis monts et merveilles. mais au moment de la votation, ils ont soutenu Dewael... et pour les sanspapiers, rien n'a changé. La politique de concentrer tout sur la loi, menée aussi par le PTB, au détriment de la mobilisation, a montré ses limites, a montré l'échec prévisible.

Ainsi, en se focalisant sur la loi, la di-

« loi Dewael » vise à « transposer en droit belge deux directives européennes », une concernant les personnes de pays non-UE « qui séjournent légalement sur son territoire », et l'autre pour des ressortissants de l'UE, donc, sans réelle incidence pour les vrais « sans-papiers ». D'autre part, elle pose des limites supplémentaires à la Convention Schengen, et elle « offre un cadre légal » pour le pouvoir discrétionnaire des autorités de l'Office des étrangers.²

rection de l'UDEP a dévié la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers vers la régularisation au cas par cas. Après... la constitution de listes secrètes, la corruption et les intrigues, ne sont que des conséquences inévitables de cette politique de division.

Une lutte de classe contre classe

Mais il y a encore un autre problème, à part celui de faire confiance aux parlementaires : c'est l'existence même de critères, le fait que des « spécialistes » déterminent des critères pour accéder à des droits fondamentaux de l'être humain. Cela signifie que les personnes qui ne rentrent pas dans ces critères seront exclues de ces droits. Cela revient à accepter l'arbitraire dans lequel la bourgeoisie plonge des dizaines de milliers de personnes. C'est accepter qu'il existe une différence entre les personnes qui sont nées ici et celles qui sont nées ailleurs, bref, accepter une discrimination selon le lieu de nais-

Les travailleurs sans papiers sont une main-d'œuvre bon marché et subissent l'exploitation sans disposer des recours des autres travailleurs pour se défendre, car ils n'ont aucun droit. Il y a une volonté du gouvernement et du patronat de maintenir des personnes dans la clandestinité et de ne pas les régulariser car l'existence de personnes sans papiers contribue à la prospérité économique au profit des patrons et de la bourgeoisie, tout d'abord, en employant au noir des travailleurs sans papiers, et ensuite, grâce à la pression exercée ainsi sur les salaires des travailleurs belges. Le gouvernement crée ainsi une catégorie de travailleurs sans droit, les « sanspapiers », dont il profite pour augmenter les bénéfices des patrons. Tant qu'il y aura des patrons à la recherche de bénéfices, il y aura des travailleurs surexploités. Ainsi, le problème des sanspapiers est dû au système économique capitaliste.

Faire une loi définissant des « critères clairs et permanents » de régularisation, c'est traiter le problème de manière strictement humanitaire. Pour obtenir la régularisation de toutes les personnes sans papiers et garantir à toute personne de bonnes conditions de vie, les travailleurs, avec ou sans papiers, doivent lutter ensemble. Il n'y a que de cette manière que nous pouvons faire plier le gouvernement et le patronat. L'unité de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, est indispensable pour que la lutte soit victorieuse.

Pour une stratégie offensive

Un premier pas vers l'unité de classe a été fait lors de la manifestation du 27 octobre, quand un groupe d'occupants

de l'église Saint-Boniface a manifesté en soutien aux travailleurs en lutte contre le « pacte de solidarité entre les générations ». Ensuite, le 1er mai 2006, l'UDEP organisait des manifestations pour réclamer le droit au travail. Plus récemment, un groupe de travailleurs sans papiers a manifesté avec des travailleurs de VW pour leur exprimer leur solidarité. Dans toutes ces manifestations, le mot d'ordre était clair : « Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs!»

Les travailleurs sans papiers ont une arme importante pour la lutte : une organisation nationale, l'UDEP. Celle-ci doit maintenir fièrement la lutte intransigeante pour les droits de tous ceux qui n'ont pas de titres de séjours définitifs en Belgique. Mais nous pensons que cela ne doit pas l'empêcher d'ouvrir ses portes à tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans papiers, qui sont d'accord avec la régularisation de tous les « sans-papiers » et qui sont prêts à défendre cette orientation. Il s'agit de consolider cette unité pour les combats à venir.

Un de ceux-ci est la période électorale qui arrive. Les partis s'entredéchirent déjà pour savoir qui va obtenir le plus d'élus, le plus de postes, le plus d'argent. Pour eux, il s'agit aussi de faire croire au peuple que nous sommes en démocratie et, à entendre leurs belles promesses, que nous aurions le pouvoir de faire changer les choses en votant pour eux. Mais ce n'est pas en votant pour les partis qui disent soutenir les sans-papiers que l'on obtiendra la régularisation de tous les sans-papiers. Pourquoi ? Nous avons vu comment toutes les promesses des « représentants » au parlement se sont réduites comme peau de chagrin lorsque, en juin 2006, ces soi-disant « alliés » (Ecolo, PS, CDH) ont rejeté la « Loi UDEP », tout comme les autres partis. Nous avons vu comment tous ces parlemen-

Samedi 27 janvier - 15h pl. Van Meenem (St Gilles) Rassemblement pour la libération des sanspapiers en prison.

taires continuent à soutenir un gouvernement où Dewael peut, à lui seul, décider si une personne a le droit de vivre parmi nous. Nous vivons « en démocratie », mais c'est la démocratie soumise aux intérêts du patronat, la démocratie de la bourgeoisie, dont l'intérêt est bien de continuer à surexploiter et persécuter les travailleurs sans papiers.

C'est pourquoi nous pensons que l'UDEP doit profiter de cette période pression sur leur direction pour que les différentes organisations défendent TOUS les travailleurs. Les syndicats doivent exiger du gouvernement un permis de travail et une protection sociale pour tous, ainsi que les mêmes droits pour tous les travailleurs, avec ou sans papiers.

Pour en finir une fois pour toutes avec la détention des « sans-papiers » et de leur famille en centres fermés, il est



électorale pour mobiliser un maximum les travailleurs, avec ou sans papiers, pour exiger des mesures concrètes, et non des bavardages parlementaires.

Il est nécessaire que la direction de l'UDEP rompe avec la stratégie d'organiser toujours la lutte vers le parlement, donnant l'espoir que ce dernier va améliorer le sort des « sanspapiers ».

L'UDEP a besoin d'une direction capable de mener une lutte implacable pour l'amélioration des conditions de vie de tous les « sans-papiers », et non de tomber dans le piège du cas-par-cas défendu par tous les soi-disant spécialistes de l'immigration, à commencer par le CIRE. L'UDEP a besoin de son propre plan de lutte qui va bien au-delà de telle ou telle élection.

Pour construire un véritable rapport de force en notre faveur, il est nécessaire de reprendre la campagne de syndicalisation massive des travailleurs sans papiers que l'UDEP avait lancé en 2005. Il s'agit, avec la base syndicale, de faire

Syndicalisation des travailleurs sans papiers! Permis de travail pour tous!

Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs! nécessaire de lancer également une campagne pour la libération de tous les prisonniers, pour la suppression des centres fermés et pour l'arrêt des expulsions.

Enfin, la lutte pour la régularisation de tous passera nécessairement par des régularisations massives, arrachées grâce à la puissance de la mobilisation et qui se s'arrêtera que lorsque tous les sans-papiers auront un titre de séjour définitif! Nous avons signalé plus haut que le maintient de travailleurs dans l'illégalité est une nécessité inexorable du système capitaliste lui-même, basé sur le profit, et notre combat doit s'orienter vers la suppression de ce système, vers le pouvoir dans les mains des travailleurs. Ce combat commence, aujourd'hui, par l'unité de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, pour la régularisation de tous.

Tous les lundis, de 11h à 13h, rassemblement face à l'Office des Etrangers pour soutenir les Sans-papiers.

Suppression des centres fermés! Arrêt des expulsions! Libérez tous les prisonniers ! - Régularisez tous les sans papiers !

¹ Solidaire 23/05/06.

² Communiqué de presse du Conseil des Ministres, du 21/12/2006)

Qui est d'accord?

Il y a un problème en Belgique : il parait que nous gagnons trop.

On a donc mis sur pied en janvier 2006 un groupe de travail, le Groupe des Dix, constitué par des patrons et des dirigeants syndicaux. L'important était de travailler en toute discrétion, loin des caméras de TV. Une semaine après, Frank Vandenbroucke, ministre flamand en charge de l'Emploi, précise l'enjeu : « Les salaires belges sont trop élevés. On devra mener une politique de modération salariale à longueur d'années. »1

Quelques jours après, Guy Quaden annonce la couleur quand il présente le rapport annuel de la Banque nationale. « Il faut consolider et améliorer la compétitivité de notre pays. » Il veut dire la compétitivité des entreprises, évidemment, mais dans son optique, cela revient au même, « La compétitivité est l'affaire de tous », étant donné qu'il faut « une certaine modération salariale, mais il faut aussi continuer à réduire les charges sur le travail ». Quelques jours plus tard, Guy Verhofstadt précise que « l'important, c'est d'avoir un cliquet qui freinerait les salaires en cas d'alerte à l'inflation. Aux partenaires sociaux de décider comment. » Les représentants des travailleurs vont donc unir leurs efforts à ceux des représentants des patrons pour voir ensemble comment réduire notre salaire.

Les représentants des travailleurs refusent, bien sûr, que l'on touche à l'indexation des rémunérations. Mais Guy Verhofstadt n'y voit pas de problème, « le mécanisme d'indexation demeurera [...]. On peut reconnaître ses limites, mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. L'encadrer, cela, oui : s'il y a un dépassement salarial par rapport à l'inflation, on doit pouvoir garantir la compétitivité des entreprises. ». De toute façon, il y a des moyens de contourner le problème. Le Premier est « favorable à un effort supplémentaire. en réduction de charges » et il annonce déjà un petit résultat de ces conciliabules secrets : les représentants des patrons et ceux des travailleurs « se sont mis d'accord entre-temps sur l'adaptation de la corbeille de l'index ».

Les patrons s'inquiètent toutefois que les travailleurs ne soient pas d'accord. Ces travailleurs avaient appris entretemps que le salaire annuel de Didier Bellens (Belgacom) approche les 2,2 millions d'euros brut et que la KBC avait gagné un milliard en trois mois. Et Timmermans, le patron de la FEB, sonne l'alerte : « Si les leaders syndicaux veulent vraiment un accord social, ils doivent replacer les choses dans leur contexte. Canaliser les bases et non les exciter, de manière populiste. » Mais il a tort de s'inquiéter. Le lendemain, à la veille d'être élue secrétaire générale de la FGTB, Anne Demelenne lui répond : « J'ai le plus grand respect pour les patrons qui se battent pour leur entreprise, qui jouent le jeu loyalement. Mais d'autres ont perdu leur crédit auprès de leurs travailleurs. Avec ceux-là. le moindre problème dégénère. » Elle veillera donc pour que cela ne dégénère pas.

C'est dans ce contexte que se discute un « Accord Interprofessionnel ».2 On le présente comme une discussion entre « partenaires » qui auraient tous les mêmes intérêts d'arriver à un accord « bon pour tous ». Des « spécialistes » discutent compétitivité, salaires des pays voisins, indexation, formation, insertion sur le marché de l'emploi, modèle économique et sociale belge, flexibilité, heures supplémentaires, charges sociales, précompte professionnel, etc., mais on oublie un petit détail : que dans tout cela il s'agit bel et bien d'une lutte des classes, une lutte entre deux classes qui ont des intérêts diamétralement opposés. En Belgique, l'écart entre les 20 % les plus pauvres et les 20% les plus riches était de 1 à 30 en 1960. Il est aujourd'hui de 1 à 100. Chaque année, la productivité, ce qui se produit dans les usines par heure travaillée, augmente de 2,5 à 3% par an, grâce à des machines plus perfectionnées. Soit l'avantage va aux travailleurs, qui font la même production, avec le même salaire, en travaillant 2,5 à 3% moins d'heures, soit il va au patron qui vend plus de produits pour le même « coût salarial ».

On matraque l'idée que cela ira mieux pour les travailleurs quand cela va bien pour les entreprises. Mais toute l'histoire récente prouve le contraire. Il s'agit d'une lutte où s'affrontent des intérêts irrémédiablement opposés: le profit des patrons ou le bien-être des travailleurs. Les patrons sont bien organisés pour cette lutte, et ils disposent de tout le soutien de l'Etat. Et les travailleurs? Au fil des années ils ont construit une organisation pour leur lutte, les syndicats, mais quand la direction de ces syndicats négocie un « accord » en secret pendant des mois, quand dans un conflit comme celui de VW, ces dirigeants disent aux travailleurs de rentrer chez eux, d'attendre et de voir le résultat des pourparlers à la TV, la lutte devient difficile.

Ces « dirigeants » ont négocié un Accord Interprofessionnel en secret, sans mobilisation, sans construire un rapport de force, en essayant plutôt de « contrôler leurs troupes » selon le désir des patrons. Quand l'accord est présenté aux travailleurs pour ratification, on parle du « moindre mal », que l'on a quandmême « arraché » un petit plus pour la Rémunération Moyenne Mensuelle Minimum Garanti, encore payé en grande partie par l'Etat et non par les patrons, alors qu'on a, en réalité, perdu sur toute la ligne. Et on dit qu'il ne faut surtout pas voter contre, qu'il faut au besoin s'abstenir, afin de ne pas perdre cette micelle.

Et si les travailleurs ne sont pas d'accord? Même si la votation reiette l'accord, comme cela a été le cas en 2005. le gouvernement « tranche », c'est-à-dire qu'il applique quand même ce qui a été concocté par les « dirigeants ».

On le voit, les travailleurs n'ont vraiment pas grand chose à dire par rapport à ces accords, négociés non seulement sans eux mais contre eux. S'ils sont une majorité à le refuser, ils devront également se mobiliser contre l'application de cet « accord » qui n'en est pas un, en tout cas pas entre les patrons et les travailleurs. C'est la lutte des classes qui doit trancher, qui va trancher en dernière instance, et nous devons exiger des directions syndicales de mener, d'organiser, de coordonner cette lutte! Faute de vrais accords interprofessionnels, il faut la mobilisation interprofessionnelle.

¹ Les citations proviennent des « Le Soir » du 25/01, 16/02, 08/03, 07/06, 08/06 (2006)

² On trouvera des détails dans une analyse de UAG (www.uneautregauche.be) et une du PTB (www.ptb.be), les deux très bien documentées.

Nous publions ici la traduction du n°126 - décembre 2006 - de Correo Internacional, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

A voir sur www.litci.org

Bolivie

La situation en Bolivie est toujours en ébullition : la négociation avec les entreprises étrangères pour le pétrole et le gaz ; la confrontation sanglante produite par le contrôle d'une mine à Huanuni ; la paralysie de l'Assemblée Constituante ; des mobilisations ouvrières et paysannes ; des marches promues par l'oligarchie de Santa Cruz...

Où va le gouvernement d'Evo Morales?

is sous pression aussi bien par la bourgeoisie et la droite que par les conflits dans le mouvement de masses, qui cherche désespérément l'emploi et de meilleures conditions de vie. Evo Morales a accusé ses adversaires « d'essayer de l'affaiblir avec des rumeurs d'un coup d'Etat » et a assuré que « rien ni personne n'arrêtera la révolution démocratique et culturelle » qu'il représente. Que se passe-t-il réellement en Bolivie et où va le gouvernement d'Evo Morales?

Un gouvernement de Front Populaire

Pour répondre à ces questions, nous devons rappeler que le gouvernement d'Evo Morales est un Populaire. C'est-à-dire, contrairement aux gouvernements bourgeois traditionnels, qu'il a à sa tête un dirigeant du mouvement de masses (dans ce cas, d'un secteur du paysannat bolivien) et qu'il est soutenu par des organisations de masses de la campagne et des villes.

Ce caractère spécial des dirigeants et des organisations qui le soutiennent fait que des secteurs très importants du mouvement de masse se trompent et voient les fronts populaires comme « leur » gouvernement et non comme ce qu'ils sont vraiment : des instruments auxquels la bourgeoisie et l'impérialisme font appel pour faire

face aux moments les plus difficiles de la lutte des classes.

La bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme ont mis leurs espoirs sur Tuto Quiroga, mais ils ont été obligés d'accepter le gouvernement d'Evo pour une raison simple : depuis la chute de Gonzalo Sánchez de Lozada, en 2003, il y a un processus révolutionnaire dans le pays qui s'est manifesté dans la chute de son successeur, Carlos Mesa et. de manière déformée, dans le triomphe électoral ample d'Evo Morales. Dans ces conditions, le gouvernement d'Evo est devenu pour eux la meilleure alternative pour contrôler ce processus et essayer de le mettre en échec.

Chevauchant un poulain sauvage

Le gouvernement d'Evo est apparu comme le reflet défiguré du processus révolutionnaire. C'est pourquoi, d'une certaine manière, il est emprisonné au milieu des principales forces sociales de la lutte de classes, « un bouchon de liège qui sépare deux couteaux » selon l'expression de Léon Trots-

D'une part, il subit la pression et les exigences de la bourgeoisie et de l'impérialisme pour qu'il défende leurs intérêts, et avance contre la révolution. D'autre part, il subit la pression de la mobilisation des masses qui exigent qu'il réalise les espoirs qui l'ont porté au pouvoir et il est obligé de faire des

concessions... que la bourgeoisie essaye de désarmer dès qu'elle peut. C'est pourquoi, sa politique est oscillante, pleine de marches et contremarches, selon la pression dominante à chaque moment.

Mais ces oscillations ont toujours lieu dans la perspective plus stratégique de protéger les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Le Front Populaire d'Evo est comme un cavalier au service de la bourgeoisie qui doit apprivoiser le « poulain sauvage » des masses révolutionnaires. Pour le faire, il fait appel à son prestige parmi les masses. Son plan est de prendre les mots d'ordre les plus ressentis par les masses, d'y donner suite de manière partielle en leur enlevant le contenu révolutionnaire, pour pouvoir dire: « nous appliquons le programme de la révolution ».

Par exemple, dans le cadre d'un discours anti-impérialiste, il a décrété une nationalisation partielle des hydrocarbures et a obtenu une augmentation des recettes pour le pays, mais il maintient la part du lion de cette affaire entre les mains des compagnies étrangères. Il avance avec une réforme agraire partielle qui affecte des terres aujourd'hui improductives, pour éviter que cette réforme affecte les grandes propriétés agricoles, d'élevage et du bois. Il essaye que l'Assemblée Constituante soit « originaire », mais il enlève de ses débats les sujets les plus importants. En même temps, comme il doit donner « un peu plus » pour freiner la révolution, il y a souvent des heurts avec des secteurs bourgeois qui sont affectés par ces concessions réclamées par les masses.

Le « capitalisme andin » du MAS

Pour mettre ce plan en oeuvre, le gouvernement du MAS affirme

que sa politique est de concilier les intérêts des classes, c'est-à-dire, les « intérêts nationaux » du peuple et des majorités opprimées avec ceux du grand capital. C'est le sens qu'il donne au concept de « capitalisme andin ».

Le vice-président Álvaro García Linera l'expliquait comme « un modèle de développement capitaliste qui combine les trois plates-formes économiques en vigueur en Bolivie : la moderne ou strictement industrielle, *l'andine*

communautaire et l'amazonienne.[...] Elles trouvent des mécanismes d'articulation 'non brutale '[...] pour réguler l'expansion de l'économie industrielle, lui extraire ses excédents et transférer ceux-ci au cadre communautaire pour renforcer des formes d'autoorganisation et de développement marchand proprement andinamazonien ». Il s'agirait de soutenir l'économie familiale de petite et moyenne échelle, mais sans rompre avec la domination des entreprises impérialistes et étrangères dans le pays.

Dans ce cadre, l'Etat national a « une importance décisive comme responsable du bien-être collectif et de la régulation des marchés, à condition que l'interventionnisme aille de pair avec l'initiative privée. C'est une tentative de combiner des valeurs du capitalisme et du socialisme dans le but de dépasser les deux, mais sans mettre en question la genèse de la production capitaliste. » Cette idée se résumerait dans les mots d'Evo adressés aux entreprises étrangères: « La Bolivie veut des partenaires, non des patrons ».1

Une proposition impossible à réaliser

Cette tentative de concilier « les valeurs du capitalisme et du socialisme... sans mettre en question la genèse de la production capitaliste » est une nouvelle version de la proposition d' « humaniser le



Toute l'histoire capitalisme ». contemporaine montre que c'est impossible: on ne peut pas défendre les intérêts des travailleurs et du peuple sans attaquer, en même temps, ceux de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

En s'appuyant sur la force du processus révolutionnaire, Evo obtient quelques petites concessions de l'impérialisme et, en même temps, accorde des concessions aux masses. En ce sens, les recettes de l'Etat bolivien, augmentées par les nouveaux contrats du pétrole et du gaz et la hausse internationale des prix des minéraux, peuvent donner à Evo un certain répit et une certaine marge de temps pour maintenir le soutien du peuple (qui est toujours majoritaire). Il a décrété une augmentation du salaire minimal et la concession d'une prime éducative annuelle. Et il est en train de promouvoir un programme d'alphabétisation, avec des fonds et des professeurs vénézuéliens, et de soins de santé, avec des médecins cubains. Ceci pourra donner l'impression superficielle que le

« capitalisme andin » et la conciliation de classes sont possibles. Mais ce n'est qu'une illusion temporaire. La situation révolutionnaire bolivienne est toujours ouverte et, très probablement, « les couteaux » se heurteront à nouveau dans des confrontations nouvelles et plus dures.

La bourgeoisie et l'impérialisme

essayeront d'obtenir que l'illusion créée par le Front Populaire parvienne « à endormir » les masses et leur permette de mettre fin à la situation révolutionnaire, après quoi ils pourront récupérer ce que les masses ont obtenu durant ces années. De notre part, nous confions que, au cours du processus, les travailleurs et les masses comprendront de mieux en mieux que les mesures tièdes d'Evo ne sont pas suffisantes pour résoudre

le problème du chômage, des bas salaires, de la pauvreté et la misère, ou pour obtenir la terre des grands propriétaires.

Autrement dit, elles comprendront que, pour obtenir ces revendications, elles ont besoin de recommencer leur mobilisation révolutionnaire, de dépasser le gouvernement d'Evo Morales, et d'imposer ainsi de vraies solutions à leurs revendications et leurs nécessités les plus urgentes. Dans ce processus, la construction d'organisations de masses pour mener cette lutte est à l'ordre du jour, et l'expérience historique de la construction de la COB y aidera beaucoup. En plus, dans ce processus de lutte, une autre tâche centrale est celle de la construction d'un parti révolutionnaire qui intervient dans les luttes actuelles et qui prépare cette perspective stratégique.

Voir l'interview à Alvaro García Linera. «Le capitalisme andin-amazonien est la proposition du MAS » par Miguel Lora, www.bolpress.com 07/10/05.

La politique concernant les hydrocarbures

es hydrocarbures sont un secteur clef pour analyser ✓la politique du gouvernement d'Evo. D'abord, la pression du processus révolutionnaire l'a amené à promulguer le Décret de Nationalisation des Hydrocarbures (qui récupère la propriété des réserves). Bien que ce décret ne considère pas l'expropriation des transnationales et se limite à ouvrir un processus de négociation avec elles, il a été une mesure progressive, un premier pas vers une récupération des hydrocarbures, la revendication centrale de l'« Agenda d'Octobre »¹ du processus révolutionnaire de 2003.

Quelques mois plus tard, le ministre du secteur des hydrocarbures du moment, Andres Solís Rada, a promulgué une résolution en application du décret, pour permettre le contrôle de l'Etat sur les raffineries et mettre un terme à une prime aux pétrolières industries « produire pour le marché interne ». Ceci a provoqué la protestation de Petrobras, la principale entreprise étrangère en Bolivie et une des plus touchées par la mesure, et du président brésilien Lula da Silva. Face à cela, le gouvernement a décidé « de congeler temporairement la mesure afin de ne pas interférer dans les négociations avec Petrobras ». Solís Rada, étant désavoué, a dû renoncer à son poste, bien qu'étant le plus populaire des ministres.

Le 31/10/06, au terme des 6 mois de négociation prévus par la loi pour les nouveaux accords, l'Etat bolivien a signé avec 10 entreprises transnationales² de nouveaux contrats d'opération pour l'exploitation et l'exportation de gaz et de pétrole, d'une durée allant de 24 à 31 ans, selon les cas.

Consolidation des entreprises pétrolières

Les transnationales deviennent des « entreprises de services » qui livrent formellement leur production à l'entreprise étatique YPFB, à qui revient la charge de superviser les contrats de commercialisation et de distribution des impôts aux régions et aux départements. De cette manière, YPFB devient une entreprise de supervision, sans toutefois contrôler les opérations du secteur des hydrocarbures.

Les entreprises étrangères maintiennent la propriété de leurs investissements et actifs. C'est-à-dire, on a à nouveau « transféré les décisions concernant les champs pétroliers aux transnationales, ce qui met un terme à toute possibilité de reconstruire une entreprise pétrolière de propriété bolivienne »3 avec un contrôle sur l'ensemble de la chaîne productive. Comme le dénonce le journal Hora 25: «Le Gouvernement d'Evo a renouvelé, pour une nouvelle période de 30 ans, les opérations des entreprises pétrolières qui ont volé et pillé aux boliviens une de leurs dernières ressources naturelles. Ce sont des entreprises qui ont commis de multiples irrégularités et qui, sans recevoir aucune sanction, recoivent leur certificat de bonne conduite et un nouveau délai important pour continuer à opérer dans le futur ».

Les conditions précises fixées pour les contrats ne sont pas encore connues, particulièrement la question des prix, un sujet crucial encore en discussion. Il est toutefois défini qu'il n'y aura plus un prix national « en bouche de puits » et que le prix payé par YPFB à chaque entreprise pétrolière sera calculé en fonction de ses coûts de prospection et d'exploitation.

Selon la publicité gouvernementale, on prévoit une recette additionnelle pour l'Etat, en marge de l'encaissement de 50% d'impôts déjà prévus dans la loi précédente, qui sera variable selon les investissements effectués par les entreprises.4 Le directeur de Petrobras, José Fernando de Freitas, l'explique de cette manière : « Les nouveaux contrats offrent des conditions optimales... la participation

du gouvernement bolivien sera plus grande que les 50% qu'il avait jusqu'à mai de cette année, mais moins que les 82% des derniers deux mois ».5 L'entreprise transnationale Repsol-YPF s'est montrée aussi satisfaite: « Ce sera positif parce que cela permettra des investissements avec la sécurité juridique nécessaire ».6

L'affaire de l'exportation

Cette approbation des entreprises étrangères est due au fait qu'elles continuent à être les propriétaires réels de l'affaire de l'exportation régionale du gaz : «Le pays est dans l'impossibilité de négocier sa participation sur les marchés brésilien et argentin, où les transnationales achètent le gaz bon marché à la Bolivie et le vendent à des prix internationaux. Repsol l'importera de la Bolivie à 5 dollars et le revendra aux argentins (et l'exportera par la suite au Chili) à 8 dollars. Petrobras l'achète à 4,30 dollars et le vendra aux consommateurs brésiliens à 10 dollars ».

Parallèlement aux contrats prévus par la loi, d'autres accords de provision de grandes quantités de gaz ont été signés avec l'Argentine et le Brésil, aux prix mentionnés. Pour honorer ces deux grands accords, la Bolivie devra amplifier sa capacité productive actuelle.8 Et cet investissement sera fait par les transnationales sans aucun effort, movennant les grands profits qu'ils obtiendront de la revente du gaz. Autrement dit, la politique d'Evo Morales consolide un modèle dans lequel la Bolivie se limite à être fournisseur de la matière première, tandis que les entreprises étrangères s'approprient la part du lion de l'affaire de l'exportation.

En même temps, le gaz est exporté sans aucun traitement qui y incorpore de la valeur ajoutée et sans profiter des possibilités de la liquéfaction dans le pays, possibilités qui seront aussi exploitées à l'étranger. 9 Ce n'est pas par hasard que la politique d'Evo a été critiquée par plusieurs experts boli-

viens. Ils affirment que, avec les recettes pour la production actuelle, et considérant ce point comme une priorité nationale et avec l'appui de « pays amis » comme le Venezuela, qui possède déjà ces technologies, on pourrait développer un projet national d'industrialisation qui aiderait au contrôle de l'Etat bolivien sur l'ensemble du revenu pétrolier.¹⁰

« l'autonomie » afin d'obtenir une portion plus grande de ces recettes.

En même temps, la vision que, sans être la véritable nationalisation, il s'agit bien d'un « pas en avant » est aussi partagée, pour le moment, par la majorité du peuple bolivien qui commence à recevoir quelques petites concessions comme l'augmentation salariale, le plan Juancito Pinto (subventions intérêts et nécessités.

Les Etats-Unis : « un partenaire stratégique »

Les négociations permanentes avec les multinationales pétrolières et minières font partie d'une capitulation de plus en plus importante à l'impérialisme américain, après quelques confrontations verbales initiales. Dans un discours récent, à l'occasion de la présentation aux journalistes de quelques 800 projets américains d'investissement et de financement, le vice-président bolivien, Álvaro García Linera, a déclaré: « Les Etats-Unis ont été, sont et seront un allié stratégique de la Bolivie ». Et pour qu'il ne reste aucun doute, le vice-président a ajouté : « Les relations avec les Etats-Unis sont en train de s'améliorer de façon croissante ».

(Clairín, 20/10/2006)

Des recettes plus grandes

Indépendamment de cette analyse, on estime que les recettes pour le Trésor Général de la Nation, obtenues des nouveaux contrats, dépasseront le milliard de dollars annuels. C'est-à-dire, cela triplera les recettes de l'année 2005 (avant le décret d'Evo). Le chiffre peut paraître peu significatif mais est très grand pour la Bolivie: ces 700 à 800 millions de dollars additionnels représentent entre 8 et 9% du PIB du pays en 2005 et plus de 15% du budget national de cette même année.

Ce n'est donc pas par hasard que la bourgeoisie de la région de l'Altiplano s'est mise à exprimer sa conformité avec les accords : « Ce n'est peut-être pas une nationalisation dans le sens strict du mot, mais il s'agit certainement de conditions favorables pour le pays ». Ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie de Santa Cruz et de Tarija, les départements dont le sous-sol contient le pétrole et le gaz, font pression

aux familles les plus pauvres) et la « prime éducative ».

Mais la politique d'Evo Morales représente « du pain pour aujourd'hui et la faim pour demain» parce que la partie la plus importante du revenu des hydrocarbures est remise aux entreprises étrangères et ne promeut pas l'industrialisation. C'est pourquoi, elle tend à répéter le même cycle négatif que l'histoire bolivienne a déjà connu deux fois : l'argent de la colline de Potosí et l'étain ont été pillé, mais la Bolivie a continué à être un pays très pauvre, malgré ses immenses ressources énergétiques et minérales. Le seul chemin pour éviter que ce cycle se répète est d'imposer une véritable nationalisation des hydrocarbures, c'est-à-dire d'exproprier les compagnies étrangères pour que YPFB soit transformée en une entreprise étatique monopolistique qui, avec le contrôle des travailleurs et du peuple bolivien, assure que l'exploitation et la commercialisation des hydrocarbures soient mises au service de leurs

VINTAGE, TOTAL, REPSOL YPF, CHACO, ANDINE, BRITISH GAZ, PETROBRAS ENERGY, PETROBRAS BOLIVIA, PLUSPETROL et MATPE-TROL (La Razón, 31 octobre 2006).

¹ Les principales revendications sociales, connues comme l'« Agenda d'Octobre » sont : la nationalisation des hydrocarbures, avec expropriation des transnationales (dans les rues de El Alto et La Paz, les gens criaient: Dehors les entreprises!); l'industrialisation du gaz en Bolivie (« Le gaz pour les boliviens », « Le gaz est à nous, le récupérer est notre devoir!) : et l'Assemblée Constituante, pour refonder le

³ *Hora* 25 N° 44, du 10 au 24 novembre 2006.

⁴ Il est démontré que les entreprises transnationales ont menti sur les investissements effectués : « Pour que les entreprises pétrolières acceptent la signature de nouveaux contrats, le Gouvernement a négocié l'incorporation dans les accords d'une annexe G, qui permet de concilier les investissements certifiés par les compagnies et ceux qu'établiront les audits demandés par le ministère des Hydrocarbures (...) Un des rapports préliminaires de l'Unité de Contrôle du ministère des Hydrocarbures a confirmé que REPSOL YPF, TOTAL, PETROBRAS et PLUSPE-TROL ont manqué d'investir 1.350 millions de dollars dans la perforation de 55 puits et qu'ils ont gonflé leurs coûts d'exploration à 394 millions de dollars, quand l'opération a coûté seulement 21,7 millions de dollars. L'Exécutif a accepté les investissements déclarés par les entreprises, par manque de temps ». (La Prensa, 31/10/06) -

⁵ Hora 25 N° 44.

⁶ La Prensa, 31 octobre 2006

⁷ Ibidem.

 $^{^8}$ « La production actuelle d'hydrocarbures du pays est de 100 mille bouteilles de gaz par jour, de 50 mille barils de brut et de 30 millions de m³ de gaz par jour. » (Hora 25 N° 44)

⁹ Des processus comme la liquéfaction et la cryogénie permettent de séparer les composants liquéfiables du gaz (comme le méthanol), qui représentent 5% du volume du gaz à la sortie du puits. Après séparation, la valeur de ces produits sur le marché est équivalente à celle du reste du gaz qui, d'autre part, maintient toute sa valeur calorique.

¹⁰ Par exemple, le grand champ de la Marguerite requiert un investissement de 300 millions de dollars mais produirait un revenu pétrolier de quelques 50 milliards de dollars. (Hora 25 N° 44)

La Question Minière

Il y a deux mois environ, une confrontation violente a eu lieu entre des mineurs d'une coopérative qui essayaient d'occuper la colline Posokoni (en Hunani) et des mineurs étatiques, avec un solde de plusieurs morts, principalement de la coopérative. Ce grave conflit a son origine dans la combinaison de trois facteurs: il y avait d'abord les vacillations du gouvernement d'Evo pour livrer cette mine aux coopérateurs, comme il avait promis, ce qui a mené les mineurs à agir pour leur propre compte; ensuite il y a la grave crise de l'emploi au niveau national: et finalement, l'actuelle augmentation du prix international des minéraux a revalorisé les exportations d'étain et a accentué le conflit pour le contrôle des mines.

Un peu d'histoire

A partir de 1985, la COMIBOL (Corporation Minière de la Bolivie) historique, la seule entreprise minière étatique du pays, a été démantelée. Plusieurs mines d'étain ont été privatisées, d'autres ont été fermées, et plus de 30.000 mineurs ont perdu leur emploi. Face au manque de perspectives, beaucoup d'entre eux ont choisi de former des coopératives pour maintenir l'exploitation, dans des conditions très mauvaises. Dans beaucoup de cas, les véritables bénéficiaires sont les « chefs d'entreprise coopérateurs » qui agissent comme intermédiaires des exportations du minéral. La COMIBOL a maintenu seulement trois mines étatiques en opération (Huanuni, Colquiri et Caracoles), sous des contrats de « risque partagé » avec des entreprises privées étrangères, et elle emploie aujourd'hui quelques 5.000 travailleurs.

Le gouvernement est le responsable

Avant les élections. Evo a fait un accord électoral avec les coopérateurs et, en échange de leur soutien, il a nommé Walter Villarroel, principal dirigeant de ce secteur, comme ministre de l'industrie minière. Grâce au meilleurs prix internationaux, il y avait une forte pression de ce secteur pour obtenir davantage de concessions et de zones dans les mines que la CO-MIBOL exploite actuellement.

Comme le gouvernement tardait à honorer ses promesses, des centaines de coopérateurs ont pris par assaut la colline Posokoni, en Huanuni, le plus grand gisement d'étain du pays. Les mineurs étatiques ont défendu leur emploi, et le résultat des confrontations violentes a été de 16 morts et plus de 60 blessés.

Les faits ont eu une répercussion dans tout le pays. La COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) a organisé une manifestation avec des milliers de personnes à La Paz, en solidarité avec les mineurs étatiques et réclamant la nationalisation de toutes les mines du pays. Le dirigeant de la COB, le mineur Pedro Montes, a exigé un changement de la politique du gouvernement et a fait savoir que : « Nous exigeons que les gisements miniers soient exploités par la Corporation Minière de la Bolivie, et que ses revenus profitent aux boliviens et non aux étrangers comme c'est le cas actuellement ».

Face à la gravité des faits, et pour dissimuler sa responsabilité dans l'agression, vu son accord avec les coopérateurs, le gouvernement a essayé de prendre distance et a écarté aussi bien le ministre Villarroel que le président de la COMI-BOL. En réponse, le président de la Fédération de Coopérateurs Miniers, Guarachi Pascal, a annoncé la rupture de l'alliance politique avec le MAS.

La « nouvelle politique minière » du Gouvernement

Après les faits de Huanuni, et étant donné l'appui que les mineurs étatiques commençaient à recevoir dans leurs revendications, le gouvernement a proclamé « une nouvelle politique de nationalisation de l'industrie minière », un échantillon en plus des oscillations et des va-et-vient que nous analysons dans l'article principal de cette édition.

Dans le cas de Huanuni, le gouvernement a proposé, pour calmer le conflit : a) le contrôle total de la mine Posokoni par la COMIBOL, b) le renforcement de l'Entreprise Minière Huanuni, avec 10 millions de dollars pour sa réactivation, et c) l'incorporation de 4.000 coopérateurs avec travail régulier, dans cette entreprise de Huanuni. Il s'agit, évidemment, d'un triomphe des mineurs étatiques et de la COB et d'une issue pour ceux qui, dans cette région, n'avaient pas d'autre alternative que les coopératives iusqu'à maintenant.

Toutefois, il est clair que le gouvernement n'a pas changé sa politique minière d'ensemble. D'une part, le « plan de nationalisation » a été reporté à 2007 « par manque ressources économiques ». D'autre part, le gouvernement a réaffirmé sa volonté « de respecter les investissements privés internationaux et de maintenir les concessions aux coopératives dans tout le pays ». Comme disait le viceministre Alfredo Rada à la TV: « Nous devons envisager des solutions pour tous les secteurs concernés, les mineurs syndicalisés, les coopérateurs, ainsi que le secteur privé et international qui a investi dans de grands projets miniers dans notre pays ». Pas besoin de photo.

En même temps, contrairement à sa supposée intention de nationalisation, le gouvernement a privatisé l'exploitation de la mine de fer du Mutún, le second gisement de fer de l'Amérique Latine et le septième du monde, et qui en outre possède d'autres minéraux comme le manganèse, le nickel et le chrome. La valeur de ces réserves est de plusieurs milliards de dol-

La seule issue est une véritable nationalisation

Nous coïncidons pleinement avec



l'exigence de la COB de renationaliser toutes les mines d'étain et d'autres minéraux. Ceci signifie reconstruire l'entreprise étatique COMIBOL. C'est pourquoi, une véritable nationalisation commencer par résilier les contrats de joint venture qui ont donné les mines de la COMIBOL à des entreprises privées étrangères pour leur administration et leur exploita-

Deuxièmement, il est nécessaire d'annuler les concessions accordées aux coopératives, d'incorporer ces exploitations à la COMIBOL et de donner de l'emploi à ceux qui travaillent actuellement en ces dernières, dans des conditions d'égalité avec ceux qui y travaillent déjà. Finalement, il faut annuler la concession du gisement du Mutún à des mains privées et étrangères. La construction des installations nécessaires pour son exploitation peut parfaitement être financée avec les recettes des exportations minières aux mains de l'Etat et de celles qui proviendront d'une véritable nationalisation du gaz et du

C'est la seule issue valable pour que ces confrontations sanglantes ne se répètent pas et pour garantir

un emploi digne aux milliers de boliviens. Mais le gouvernement d'Evo Morales va dans le sens contraire. Les travailleurs et le peuple bolivien peuvent et doivent exiger qu'il change sa politique. Ils peuvent et doivent, en même temps, s'organiser pour se battre pour une véritable nationalisation de l'industrie minière.

La réforme agraire: peu de changements profonds

Sous la pression de quatre marches nationales de paysans, arrivés de tous les coins du pays, la loi de modification de l'actuelle loi agraire (Loi INRA) a finalement été approuvée à la fin de novembre. Cette nouvelle loi accélère les procédures administratives agraires pour rendre les terres aux communautés et aux peuples indigènes et les redistribuer. Le gouvernement s'est montré disposé à distribuer des terres fiscales et d'autres terres actuellement improductives, mais s'oppose radicalement à l'affectation des grandes propriétés, qui « accomplissent la fonction économique-sociale ». Evo a déclaré qu'il garantit la propriété privée des terres.

Depuis plusieurs semaines, cette réforme a été bloquée au Sénat, par les représentants de la Demi-Lune, comme une mesure de pression contre le MAS pour exiger la règle des 2/3 dans l'Assemblée Constituante. Elle a été approuvée finalement le 30 novembre, avec l'appui de quelques sénateurs « transfuges ».

Répression contre les cocaleros

En même temps, conformément aux exigences des Etats-Unis de déraciner 5.000 hectares de coca en 2006 et comme condition pour ratifier un accord commercial existant entre les deux pays, ¹ il y a eu une forte répression contre les cultivateurs de coca (les cocaleros) dans la région des Yungas de Vandiola à la fin du mois de septembre.

Comme Evo ne peut pas intervenir dans la région de Chapare, sa base sociale et celle du MAS, ni dans les Yungas de La Paz, où il y a plus 80.000 paysans cocaleros, il a décidé de le faire dans les Yungas de Vandiola (Cochabamba), une zone cocalera traditionnelle, très isolée et oubliée, où quelques 700 familles survivent dans des maisons très précaires, sans services de base, ni eau potable ni électricité. Les forces policières de la répression ont occasionné 2 morts, 3 blessés et plusieurs arrestations. Comme une ironie amère de l'histoire, rappelons qu'Evo Morales a commencé à gagner du prestige comme dirigeant de la résistance contre les tentatives d'éradiquer la culture de coca, dans la région de Chapare.

Le dirigeant syndical de Pataicuna, Nicanor Churata, pointe du doigt la contradiction du processus : « Nous avons élu le Président, nous avons même obligé (syndicalement) les gens à voter pour le MAS, mais maintenant ce gouvernement nous tire dessus. C'est une véritable contradiction dans sa politique de la coca, parce qu'il défend seulement les intérêts des Six Fédérations du Tropique de Cochabamba ».

¹ L'entreprise Minière Huanuni est issue d'un Contrat de Risque Partagé (joint venture) entre la COMIBOL et l'entreprise privée Allied Deals/RBG.

¹ Il s'agit d'un accord tarifaire préférentiel avec les Etats-Unis, dans le cadre de l'ATPDEA, Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act, pour la vente de certains produits textiles, de vêtements et d'articles artisanaux d'exportation de la Bolivie, sur le marché des Etats Unis. Il représente entre 1,4 et 2% du PIB de la Bolivie. Actuellement, le gouvernement bolivien essaye de renouveler cet accord pour un an.

L'Assemblée Constituante

L'Assemblée Constituante, dont la convocation avait été une des principales propositions d'Evo Morales et du MAS avant d'assumer le gouvernement, a commencé à siéger le 6 août. Sa réalisation a donné lieu à beaucoup d'espoirs dans les secteurs populaires, spécialement dans la majorité indigène et paysanne, qui la voient comme un outil pour pouvoir discuter de la résolution de leurs problèmes graves. En même temps, ces espoirs ont été utilisés pour freiner temporairement les mobilisations paysannes et des secteurs populaires.

Le MAS a gagné les élections de députés à la Constituante au niveau national. Mais le système de représentation pactisé avec les partis de droite a fait que, alors qu'il a 55% des représentants, le MAS ne dispose pas des 2/3 requis pour approuver seul la nouvelle constitution, une clause incluse dans la convocation et qui avait été pactisée entre Evo et la droite.

D'autre part, avec les élections pour la Constituante, a eu lieu simultanément le plébiscite pour « l'autonomie », exigée par les bourgeoisies de Santa Cruz de la Sierra, Tarija, Beni et Pando pour ces départements. Santa Cruz possède la richesse pétrolière et les terres productrices de soja et Tarija les plus grandes réserves de gaz. C'est pourquoi, ses bourgeoisies réclament « l'autonomie » pour profiter de ces richesses et les livrer plus librement à l'impérialisme, étant donné qu'elles pourraient ainsi déterminer l'utilisation de ces ressources. Le NON a été majoritaire dans le pays, mais le OUI a gagné dans les quatre départements mentionnés, dont les bourgeoisies exigent que les autonomies départementales soient accordées.

Les débats embourbés

Avec ces résultats, l'Assemblée a commencé avec deux débats cen-

traux, qui jusqu'à présent ne sont pas résolus, malgré les concessions constantes du MAS à la droite :

- Le MAS a proposé que l'Assemblée soit « originaire », c'est-à-dire souveraine pour dicter une nouvelle constitution et créer une nouvelle structure d'Etat et, en outre, qu'elle ait le pouvoir pour que les autres pouvoirs lui soient subordonnés. L'opposition bourgeoise dit que l'Assemblée est « dérivée », c'est-à-dire, qu'elle doit respecter les autres pouvoirs existants et les bases de la Constitution actuelle: autrement dit. qu'elle doit se limiter à réformer la Constitution.
- Le MAS a proposé que, bien que la Constitution doive être votée par les 2/3 des députés, les articles individuels et les autres résolutions de l'Assemblée puissent être approuvés par simple majorité. L'opposition bourgeoise a exigé que, dans tous les cas, la règle des 2/3 soit appliquée. Par conséquent, depuis lors, la discussion du règlement des débats est embourbée.

Pour démontrer sa volonté de freiner toute avancée de l'Assemblée Constituante, la bourgeoisie de Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando a réalisé le 8 septembre un lock-out obstiné, afin de défendre le « droit de veto » dont elle dispose de fait dans la Constituante et, à la fois, de renforcer sa position dans la négociation pour « l'autonomie ».

Le gouvernement est déjà en train de négocier.

Au-delà de son discours radical sur le caractère « originaire » de l'Assemblée Constituante et la « refondation de la Bolivie », le gouvernement d'Evo Morales s'adapte déjà au projet de la bourgeoisie et de la droite de « stériliser » cette Assemblée. Dans une entrevue avec la Radio FIDES, le vice-président Álvaro García a reconnu que « la grande assemblée ne modifiera probablement pas plus de 20% des articles de la Constitution ».

Plusieurs grands sujets en discussion dans le pays restent, de fait, hors du futur débat. Comme partie de l'accord préalable entre Evo et la droite, la question de la réforme agraire - dont la possibilité menace fondamentalement les propriétaires fonciers de Santa Cruz - n'y sera pas inclue. Maintenant, le gouvernement dit que la question des hydrocarbures « a déjà été résolue », et la Constituante devrait donc se limiter à authentifier le contenu du décret d'Evo et la base conceptuelle des nouveaux contrats.

échauffourée Pourquoi cette continue? Parce que, jusqu'à présent, il y a une question centrale qui n'a pas été résolue : celle de l'autonomie réclamée par la bourgeoisie des départements de ce qu'on appelle la « Demi-Lune » (Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija), et, derrière elle, la lutte pour le partage des recettes accrues que l'Etat recevra pour les exportations de gaz. C'est le point qui maintient l'Assemblée Constituante paralysée.

Les perspectives

Le soutien dont Evo dispose dans la population est encore très majoritaire (65%, selon les enquêtes). Toutefois, il commence à être clair pour certains secteurs sociaux que les espoirs populaires soulevés par la Constituante seront illusoires. La terre pour les paysans, le territoire pour les peuples originaires. ou une véritable nationalisation des hydrocarbures et des richesses minérales, ne viendront pas de cette Assemblée pactisée avec la bourgeoisie et l'impérialisme, mais de la continuité de la lutte révolutionnaire des travailleurs et du peuple bolivien.

Socialistische Partij, un exemple à suivre ?

Le Socialistische Partii (SP - Parti Socialiste) aux Pays-Bas a obtenu des résultats électoraux en progression continue ces dernières années, avec 2 sièges au parlement en 1994, 4 en 1998, 5 en 2003, 9 en 2004 et récemment, lors des élections du 22 novembre 2006, une percée de 26 sièges, devenant ainsi le troisième parti dans ce pays, devançant le parti libéral. Dans la campagne électorale, les thèmes de l'immigration et de l'intégration des étrangers ont fini par s'imposer.

Il est considéré par différentes organisations de la gauche radicale belge comme un exemple à suivre. Pour le PTB, le SP néerlandais est un parti frère et il le félicite pour ce score électoral. « D'une manière indépendante du SP, le PTB+ est arrivé à un programme très similaire sur base d'enquêtes populaires réalisées pour les élections communales du 8 octobre 2006. »¹ Pour la LCR (ex-POS), le SP est « l'espace pour les militants d'extrême gauche ». Elle regrette seulement que le SP se résiste à collaborer avec Groenlinks (les verts). Pour le MAS, « il y a un espace à gauche de la social-démocratie et des écolos. Telle est la conclusion à laquelle est arrivé le Comité pour une Autre Politique en Belgique. Aux Pays-Bas, l'existence de cet espace a été démontrée par le Socialistische Partij (SP) de Jan Marijnissen. »2 Et il ajoute : « Le Comité pour une Autre Politique (CAP) a pour but de créer un parti qui jouerait un rôle analogue en Belgique ».3 Offensief, le parti néerlandais du CIO (l'organisation internationale dont le MAS est la section belge) milite à l'intérieur du SP. Mais quel est donc ce Socialistische Partij?

« Un parti politique sérieux doit avoir pour but d'arriver au gouvernement ».

Voilà le credo affiché par le chef de file du SP, Jan Marijnissen, déjà pendant la campagne électorale.

Avant la Première Guerre mondiale, les socialistes n'étaient au gouvernement dans aucun pays européen. C'était un principe. Il ne s'agissait pas de participer aux rouages de l'Etat de la bourgeoisie pour le transformer graduellement au profit des travailleurs, mais de le combattre. Lénine a suivi cette orientation, au prix de rompre avec la IIème Internationale, ce qui a permis la grande victoire de la Révolution d'Octobre.

Mais en janvier 1916, Vandervelde, dirigeant du Parti Ouvrier Belge et président de la Ilème Internationale, a brisé ce tabou et après la Seconde Guerre mondiale, le « socialiste » Van Acker a suivi, et a aidé la bourgeoisie à remettre le capitalisme sur les rails. Et Di Rupo, quoique « Furieux de voir que le capitalisme peut provoquer de tels drames » (de VW) et d'en responsabiliser « les libéraux », recommande quand même : « Soyons tous derrière le Premier ministre fédéral. Il a des contacts avec VW ».4

Pour les bolcheviks-léninistes, c'est resté un principe de ne pas participer à un gouvernement de la bourgeoisie. Les intérêts de classe sont inconciliables, et c'est pourquoi les travailleurs doivent prendre le pouvoir en leurs propres mains. Par contre, selon Marijnissen, « le prochain gouvernement devra mettre tout en oeuvre pour rétablir la confiance dans la démocratie. »5, la démocratie bourgeoise, bien entendu.

Le Socialistische Partij n'est pas le seul parti qui défend la collaboration de classes. La section brésilienne de la LCR, tout comme Izquierda Unida en Espagne et Rifondazione Comunista en Italie, proposés aussi comme exemples à suivre par des courants de la gauche radicale en Belgique, participent actuellement aux gouvernements respectifs de la bourgeoisie.

Le PTB ne cache d'ailleurs plus ses intentions de suivre cette voie. Ce parti qui, à l'origine, défendait « Alle macht aan de arbeiders » (tout le pouvoir aux travailleurs) déclare maintenant ouvertement sa prétention de collaboration de classes au niveau communal à Hoboken: « Nous sommes des gens responsables [...] l'ingouvernabilité des districts n'est pas une option ».

Un programme réactionnaire

Mais au-delà de cette question de principes chère à Lénine, voyons un peu le programme que le SP défend.6

Sans-papiers:

« Il faut prévoir plus d'argent et de moyens pour recevoir les chercheurs d'asile dans leur région d'origine (les camps aux frontières). Les demandeurs d'asile qui n'ont pas de droit de réception aux Pays-Bas doivent rentrer chez

Centres fermés ? « Oui, pour ceux qui ont épuisé leur procédure, le temps nécessaire pour leur rapatriement. »

Terrorisme:

Le SP prône la collaboration européenne pour « le combat contre le terrorisme [...] et la politique d'asile ».

« Le terrorisme doit être combattu énergiquement, entre autres par une meilleure collaboration internationale des services de renseignement. »

Politique extérieure :

« Les Pays Bas doivent oeuvrer pour la démocratisation du Conseil de Sécurité.

Nous disposons de militaires bien entraînés qui peuvent être engagés, sous des conditions strictes, dans des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Nous devons terminer dès que possible, à la suite d'une bonne discussion avec les Nations Unis et le gouvernement d'Afghanistan, notre présence militaire en Afghanistan.

Les Pays Bas partent du principe que les Palestiniens doivent pouvoir compter avec un Etat propre, indépendant et vivable, et Israël avec des frontières sécurisées et reconnues. Les deux parties doivent désister de la violence.

Le SP veut aussi « collaborer avec l'enlèvement de munitions non-explosées au Liban.

Le SP soutient les missions au Libéria, Kosovo, Bosnie, Chypre, Congo, et Sud-Soudan.

La fraction SP est d'accord avec l'envoi de 50 militaires pour les forces militaires européennes qui doivent assurer les élections dans la RDC. »

Colonisation:

Il faut « un développement durable et pacifique de la partie caribéenne de notre Royaume. »

Vraiment, il n'y a rien à ajouter.

- ¹ Site du PTB, 23/11/2006
- ² Site du MAS, 5/12/2006
- ³ Site du MAS. 30/12/2006
- 4,5 Le Soir 22/11/2006
- 6 www.sp.nl (passim nous soulignons)



Oui au peuple libanais, non à l'armée belge

Depuis le premier décembre et suite à une manifestation massive appelée par l'opposition libanaise menée par le Hezbollah, des milliers de manifestants campent devant le palais du gouvernement pour exiger la démission du Premier ministre Fouad Siniora. Le 10 décembre, l'opposition a de nouveau appelé à une manifestation qui a rassemblé plus d'un million de libanais. La presse voudrait nous faire croire que, malgré cette crise politique, la situation est caractérisée par la paix dont l'ONU se porte garant grâce entre autres à nos pacifiques démineurs...

Après la victoire du peuple libanais, unis derrière le Hezbollah, et faisant face à l'agression de l'armée israélienne sur son territoire, le Liban connaît actuellement une crise politique importante. Mi-novembre, six ministres de l'opposition, dont deux du Hezbollah, quittaient le gouvernement suite à la tentative du parlement libanais de faire adopter le décret sur le projet de tribunal international de l'ONU. Le président de la République, Emile Lahoud, avait alors déclaré illégitime le gouvernement en place. Depuis lors, l'opposition, principalement composée du Hezbollah (Chiite), du Courant Patriotique Libre (Chrétien) et du mouvement AMAL (Chiite), demande la démission du gouvernement et l'organisation de nouvelles élections législatives.

La victoire de la résistance

Lors de l'invasion meurtrière de l'armée sioniste en été. les masses libanaises se sont mobilisées au sein de la résistance, dirigée par le Hezbollah, et c'est tout ce peuple qui a obtenu un succès sur une des armées les plus puissantes du monde. Ce n'était pas la première fois. Déjà en 2000, ils avaient expulsé les troupes du Tsahal du sud du Liban.

Israël avait comme objectif de détruire la résistance libanaise qui soutient la résistance palestinienne, qui menace depuis plus de 50 ans son existence. Israël aurait bien aimé déclencher une querre fratricide entre les communautés. mais toutes se sont unies derrière les drapeaux du Hezbollah pour repousser l'envahisseur. Car c'était sans compter le prestige et l'expérience gagnée par cette organisation grâce à sa victoire sur les troupes en 2000. Ainsi, l'armée sioniste s'est heurtée à une véritable guérilla, les surprenant dans des embuscades et disparaissant aussitôt. A cela s'ajoute la destruction d'infrastructures en Israël même.

Pour mettre fin à cette humiliante raclée que le gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient recevait et pour lui permettre de poursuivre la répression de seconde Intifada. toute « communauté internationale » s'est mobilisée pour imposer « la paix ». C'est au travers de la résolution 1701 de l'ONU (voir PI43) que l'impérialisme impose le débarquement de troupes dans le Sud Liban pour faire respecter le cessez le feu. Néanmoins, la force des Nations Unies (FINUL) se gardait bien d'aller contrôler le territoire du nord d'Israël, ainsi que de prendre des mesures contre les violations incessantes de ce cessez le feu par Israël. En réalité, il s'agissait de couvrir la retraite d'Israël et de protéger sa frontière Nord qui le sépare du Liban, ce qui lui permettait de se concentrer sur la répression de la résistance palestinienne.

La FINUL = armée d'occupation

A partir de l'arrêt officiel des hostilités, la presse impérialiste a répandu une propagande incessante sur cette soidisant « Force intérimaire des Nations Unis au Liban » (FINUL) ou « force de maintien de la paix ». Il ne s'agirait que d'une mission d'observation, de déminage et de reconstruction. Le contingent belge est très fier de la construction d'un hôpital dont on fait toute une publicité, mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit bel et bien de l'infrastructure médicale pour une escalade prévisible dans l'engagement militaire, une contribution des militaires belges à un projet européen qui n'a rien de « pacifique » ni d'« intérimaire ».



Le Premier ministre et le ministre à la Défense belges viennent de rendre visite à ceux-ci lors du réveillon de Noël et vantent dans la presse les mérites de « nos » démineurs. Cependant, deux de ces derniers ont été blessés lors de la recherche de mines... Mais ne serait-il pas plus efficace d'obliger Tsahal à



L'occupation « pacifique » de l'ONU au Liban

indiquer les emplacements exacts de ses engins de mort ? La reconstruction tant vantée ne se fera pas au profit du peuple libanais car il s'agit de sommes négociées avec l'ONU et l'Union Européenne contre des marchés dans le secteur du bâtiment ou de l'énergie. Des raisons économiques viennent ainsi s'ajouter aux objectifs militaires de la FINUL. Ainsi, sous le nom de « mission de maintien de la paix », les troupes impérialistes protègent Israël et veillent à l'ouverture de fructueux marchés pour les multinationales européennes.

Et pour le peuple libanais, il y a peu de changement entre une armée d'occupation israélienne ou européenne. Un tank reste un tank. La seule différence est que le mandat officiel est encore relativement pacifique et, comme Nidal Amer¹ lors d'un débat, tout le monde se demande quand le mandat des troupes va passer de l'observation à l'occupation, c'est-à-dire, à la répression directe de la population.

Un gouvernement soumis à l'impérialisme

Durant le conflit, l'armée libanaise, aux ordres du gouvernement actuel, n'a pas levé le petit doigt pour aider la résistance libanaise. Et quand le pays se retrouve en ruine, c'est encore la résistance et non le gouvernement libanais qui aide la population. Depuis la création du pays, la population libanaise souffre de l'ingérence constante, directe ou indirecte, de l'impérialisme.

La dernière en date est l'occupation du sud du territoire par des troupes européennes sous le drapeau de la FINUL. Ces troupes ont été bien reçues par le gouvernement libanais actuel et sont tolérées par la résistance.

De plus, le pays croule sous une dette extérieure de plus de 22,2 milliards de dollars² qui n'a fait que s'alourdir après l'agression meurtrière d'Israël cet été. Le pays respecte la politique néolibérale du FMI et de la Banque mondiale, ce qui signifie une soumission économique totale à l'impérialisme américain mais spécialement européen, aux travers des accords Euromed. Ces accords prévoient la poursuite de la privatisation des services publics, de l'agriculture et de la pêche, ainsi que l'ouverture des marchés financiers et la poursuite de l'envahissement de marchandises à bas prix qui va imposer une surexploitation aux travailleurs locaux.

C'est dans ce contexte qu'il est insupportable pour les masses de tolérer un gouvernement pro-occidental d'accepter l'ingérence directe l'impérialisme que représenterait le tribunal de l'ONU qui prétend juger les assassins du Premier ministre Rafic Hariri, tué en février 2005. En effet, cela signifie faire confiance à l'impérialisme français, allemand, anglais et américain... pour faire « justice » dans leur

Avec le peuple libanais, contre l'impérialisme

L'opposition qui défie actuellement le gouvernement s'appuie sur les masses libanaises, conscientes de leur force après leur victoire de Tsahal, pour demander la démission de ce gouvernement, ainsi que de nouvelles élections anticipées.

La mobilisation historique du 10 décembre, rassemblant plus de 1,3 millions de personnes, sur une population de 3,5 millions, est un message clair contre le gouvernement en place.

Le Hezbollah est, malgré la trahison que représentait l'immobilisme du gouvernement, resté dans celui-ci lors de l'attaque destructrice d'Israël. De plus, de part cette participation, le Hezbollah à collaborée à la politique néolibérale qui permet d'exploiter chaque jour un peu plus les travailleurs libanais. Enfin, il pouvait et devait profiter de sa victoire pour appeler à l'unification des mouvements de résistance pour en finir avec la colonisation de la Palestine par l'Etat d'Israël, et renforcer ainsi la résistance irakienne. En effet, l'impérialisme américain aurait reçu un coup important. Mais il ne l'a pas fait. L'opposition a préféré provoquer une crise gouvernementale et appelle à de nouvelles élections.

Le renversement du gouvernement Siniora, laquais de l'impérialisme, serait effectivement une bonne chose, mais pour le remplacer par quoi ? Pour nous, il ne s'agit pas de changer de majorité dans les institutions bourgeoises. Il est nécessaire que les masses libanaises, aux travers de l'opposition, prennent le pouvoir pour instaurer un gouvernement des travailleurs, avec un programme ouvertement anti-impérialiste. Nous pensons que c'est la seule manière de répondre réellement aux aspirations de paix et de liberté du peuple libanais dans le contexte impitoyable de la lutte des classes au moyen orient.

La tâche prioritaire de ce gouvernement des travailleurs et du peuple libanais devra être de chasser les troupes impérialistes qui sont, à l'heure actuelle, tolérées par le Hezbollah et une partie de l'opposition, car tant qu'il restera des troupes impérialistes, le Liban ne vivra pas en paix.

Ensuite, il est nécessaire de poursuivre une lutte contre l'Etat sioniste qui menace le peuple libanais par sa présence même. Cette lutte passe par une alliance entre les différents mouvements de résistance du moyen-orient.

Enfin, il est nécessaire que l'opposition rompe, une fois pour toutes, les accords économiques honteux signés avec les différentes puissances impérialistes.

Retrait immédiat des troupes belges et européennes du Liban! La FINUL hors du Liban!

Pour l'unification des résistances au Moyen-Orient contre Israël et toutes les troupes impérialistes!

Rupture de tous les accords économiques entre le Liban et l'Union européenne!

¹ Membre d'ATTAC et animateur du site : www.urgence-liban.blogspot.com

² www.cadtm.org

La Ligue Internationale des Travailleurs en Italie



Une Alternative Communiste

Lorsque Rifondazione Comunista, le courant d'opposition issue du Parti Communiste Italien en 1991, a participé dans la coalition l'Unione qui a finalement donné la victoire à Prodi en avril 2006, et est entré dans le gouvernement de la bourgeoisie, des centaines de ses militants les plus engagés dans la lutte des classes ont rompu avec ce courant et ont décidé de fonder un nouveau parti. Ce parti a célébré son Congrès de Fondation en janvier 2007, et y a décidé à l'unanimité d'entrer dans la Lique Internationale de Travailleurs - Quatrième Internationale et d'en devenir la section italienne. Voici l'essentiel d'un compte rendu de ce congrès, par une membre de la nouvelle direction du Partito di Alternativa Comunista (PdAC), Fabiana Stefanoni.1

Ce n'est qu'un début!

[...] Les luttes ne s'arrêtent pas. Ainsi l'ont montré la manifestation du 4 novembre contre la précarité, la grève du 17 novembre, les protestations des ouvriers de Mirafiori, les mobilisations des enseignants, des immigrés, des étudiants. Le Parti d'Alternative Communiste se propose l'objectif ambitieux de donner voix à ces revendications pour construire, comme le dit son nom, une vraie alternative.

Après tant de travail...

[...] les adhésions les plus significatives à notre projet sont venues de la part d'ouvriers engagés dans la lutte contre le patronat et les bureaucraties syndicales, d'activistes syndicaux, de représentants de ces mouvements de lutte qui représentent les secteurs les plus exploités de la classe ouvrière, les immigrés en premier lieu.

Les organismes dirigeants provisoires que nous nous sommes donnés en avril, à travers un travail collectif et avec une ample discussion, ont produit un manifeste de thèses et un statut qui ont été débattus, à partir de début octobre, dans presque toutes les villes, avec l'apport de contributions significatives. Ceci nous a permis d'approcher tous ces nouveaux camarades à notre projet, avec de nouveaux inscrits (militants et sympathisants) au parti en construction.

L'effort généreux de nos cadres - qui s'est montré dans une pratique qui n'est pas celle de la participation aux salons de télévision ni du bluff dans les médias sur le fait qu'un parti est en train de se construire, mais plutôt celle des militants en chair et os - nous a permis de convoquer des congrès locaux dans beaucoup de villes italiennes.

Le succès a été encourageant pour nous tous. Malgré tant de difficultés que nous avons rencontré, le 5-6-7 janvier, à Rimini, est né le Parti d'Alternative Communiste (PdAC).

Dans une salle agitée par la participation, non seulement des délégués mais aussi de beaucoup d'invités, la discussion n'a pas eu de trêve - la « vrai » discussion, comme l'a bien définie le camarade Bachu, porte-parole du Comité Immigrés d'Italie, présent au congrès. Presque tous les délégués (beaucoup de jeunes) sont intervenus dans les trois sessions du congrès lui-même (politique, internationale, statut), apportant une contribution significative à la discussion des documents et à l'élaboration de l'intervention du parti dans la phase prochaine.[...]

...on cueille les fruits

Les travaux ont commencé avec le rapport politique d'Antonino Marceca, qui a analysé la phase actuelle, en s'arrêtant en particulier sur l'attaque aux travailleurs, avec la flèche du Budget lancée par le gouvernement. Le rapport a réaffirmé les axes fondamentaux dans notre intervention politique, l'objectif étant résolument la construction de l'opposition de classe au gouvernement Prodi: l'intervention syndicale et dans les mobilisations sur la base d'une plateforme transitoire ; la réalisation d'instances de lutte parallèlement à la construction du parti ; la lutte contre la réforme des retraites, contre la rapine du Tfr (traitement des fins de carrière), contre la précarité - avec la création de comités sur les lieux de travail et dans les quartiers - et la lutte en défense des droits des immigrés.

A part les interventions des camarades déjà inscrits au PcRol,2 le débat à pu compter avec la participation (avec un salut des respectives organisations) du camarade Bachu, président du Comité Immigrés d'Italie, du camarade Rizzo du Slai-Cobas et des nombreux hôtes internationaux. [...]

Parallèlement à la discussion politique, a eu lieu la discussion sur le statut, [...] en réaffirmant les principes dont nous nous sommes inspirés : la nécessité de la construction d'un parti de militants ; la définition des critères pour l'adhésion au parti (accord avec le programme, activité militante, soutien financier au parti); le refus d'un parti « light » qui favoriserait le « poids » de quelques dirigeants. Au cours de la discussion même du statut. a été votée la proposition du nom de parti, qui a obtenu la majorité des préférences parmi d'autres propositions avancées.

La session suivante a été dédiée à l'analyse de la situation politique internationale et à la définition de notre positionnement par rapport aux principales tendances internationales qui se revendiquent du trotskysme. [...] la discussion internationale a été riche et s'est traduite en une approbation enthousiaste, de la part du congrès, de cette proposition [...]. Aujourd'hui, la LIT a une nouvelle section en Italie, un petit pas en avant vers la refondation de l'Internationale trotskyste.

Et maintenant, au travail!

La naissance du Parti d'Alternative Communiste est seulement le début d'un parcours politique : maintenant il s'agit de renforcer le parti pour en faire un point de référence crédible pour les mouvements de lutte qui naîtront les mois à venir. [...] Nous construirons le parti dans les luttes, pour construire avec le parti les luttes elles-mêmes. La tâche qui nous attend est ardue et ambitieuse, mais nous avons la force d'une conviction pour nous soutenir : que seulement la révolution socialiste mondiale pourra libérer l'humanité de l'exploitation du travail et des autres oppressions, des guerres, du désastre ambiant.



¹ Le texte complet est disponible sur http://www.progettocomunista.org

² Progetto Comunista - Rifondare l'Opposizione dei Lavoratori, le nom adopté lors de la scission en avril 2006.

La lutte pour le parti mondial de la révolution

Nahuel Moreno, le principal dirigeant de notre courant, fondateur de la Lique Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale, est mort le 25 janvier 1987. En 1944, à l'âge de 20 ans, encore étudiant, il a fondé avec une demi-douzaine de travailleurs et syndicalistes le Groupe Ouvrier Marxiste (GOM), avec une obstination : « Nous ferons le relais avec le mouvement ouvrier, nous nous rapprocherons de lui, et nous pénétrerons dans les organisations, où que ce soit, afin d'intervenir dans tous les conflits. »¹ Toutefois, ce ne sera que quelques années plus tard que le groupe prendra conscience de l'importance d'une organisation internationale. Moreno aura l'occasion de rencontrer les principaux dirigeants de la Quatrième Internationale, et en particulier ceux du Secrétariat Européen, Pablo, Mandel et Frank, lors du Ilème Congrès en avril 1948 à Bruxelles. Nous aurons l'occasion de revenir sur la trajectoire de Moreno au cours de cette année. Signalons seulement ici que, lorsque le dirigeant historique Pablo expulsait la section française de l'Internationale en 1953, Moreno est resté solidaire avec les camarades français, et dix ans plus tard, lors de la Réunification de 1963, le parti argentin de Moreno a participé au Secrétariat Unifié (SU), avec Mandel, Maitán (Italie), Frank (France) et peu après aussi le parti aux Etats-Unis (SWP). C'est à l'intérieur du SU que Moreno a développé une intense discussion avec Mandel, qui a donné lieu à un texte polémique pour le Xème Congrès (1974), *Un document scandaleux*, ² dont nous reproduisons ici la dernière page.



Nous avons terminé. Il nous reste seulement à éclaircir un point. Nous l'avons déjà dit, la construction d'un parti révolutionnaire mondial des travailleurs est la tâche la plus considérable qui ait jamais été posée à l'homme. Du fait de son immensité et des ennemis surpuissants auxquels elle se heurte, c'est une tâche très longue et très difficile. Nous ne sommes qu'une poignée de militants à combattre - avec la seule arme morale de notre confiance inconditionnelle et aveugle dans le mouvement de masses et la classe ouvrière - l'impérialisme et la bureaucratie, c'est-à-dire une classe et une caste qui ont concentré entre leurs mains le pouvoir le plus important que l'humanité ait jamais connu.

Les nouveaux camarades commencent seulement à connaître toutes les luttes antérieures, dans le cadre d'une discussion très dure et violente entre deux fractions. Ils voient la terrible quantité d'erreurs commise par la IVème Internationale dans les 25 dernières années. Ces nouveaux camarades ont tout à fait le droit de se demander, et beaucoup le font, pourquoi demeurer au sein de cette Internationale. Nous voulons leur répondre ceci : ce que nous avons vécu jusqu'à présent, n'est que la préhistoire du Parti Mondial de la Révolution des Travailleurs. Malgré toutes ces erreurs.

cette Internationale a eu un immense mérite : au milieu de la plus féroce persécution de la bourgeoisie et de la bureaucratie stalinienne, elle a conservé pour le mouvement ouvrier et de masse toute l'expérience acquise en plus d'un siècle de lutte. Une expérience dont la perte aurait signifié un retard de plusieurs dizaines d'années dans le développement de la révolution socialiste. Une expérience qui se synthétise dans une théorie, celle de la Révolution Permanente, un programme, le programme de transition, et une organisation, le parti léniniste-troskyste. Pour le seul fait d'avoir conservé ces outils historiques de lutte du mouvement ouvrier et de masse, même à cette étape préhistorique, cette Internationale est partie prenante de l'histoire de l'humanité.

Mais aujourd'hui, nous sommes en train de quitter la préhistoire et d'entrer

dans l'histoire de la IVème Internationale. Le mouvement de masse est entré dans la plus gigantesque montée qui n'ait jamais été connue. Le système capitaliste mondial, l'impérialisme, continue de se débattre dans une crise dramatique, toujours plus profonde, qui exprime sa décadence et sa putréfaction définitives. Les décades d'expérience par les masses du stalinisme et du réformisme les rapprochent chaque jour davantage, de la rupture avec eux. Il n'y a déjà plus aucun obstacle historique entre la IVème Internatio-

nale et les masses : depuis 1968, nous sommes en condition de commencer à construire des partis trotskystes à influence de masse dans n'importe quel endroit du monde. Le Parti Mondial Révolutionnaire des Travailleurs n'est déià plus seulement une nécessité historique de cette étape de transition : les bases objectives existent déjà pour le construire. Et toutes ces erreurs, divisions, discussions amères du passé et du présent, ne sont rien d'autre que les douleurs de l'enfantement de ce parti mondial à influence de masse. La IVème Internationale que nous connaissons est en même temps l'embryon et l'accoucheuse de ce parti. C'est pourquoi nous y sommes et nous y resterons.

Ernest Mandel, lors de la mort de Moreno (Hugo) :

« Notre génération n'a pas combattu en vain »

La mort du camarade Hugo nous a touché beaucoup à nous tous. Avec lui disparaît un des derniers représentants de la poignée de cadres dirigeants qui, après la guerre mondiale, ont maintenu la continuité de la lutte de Léon Trotsky dans des conditions difficiles, alors que notre mouvement était très isolé. Au-delà des divergences qui nous séparaient, nous étions unis par la même résolution de maintenir cette continuité contre vent et marée. [...] La génération de Hugo, qui est aussi la mienne, n'a pas combattu en vain. [...]

> Vive la classe ouvrière argentine et latino-américaine! Vive la révolution socialiste mondiale! Vive la Quatrième Internationale!

¹ El Partido, le document qui était à la base de la fondation du groupe.

www.marxists.org/francais/moreno/index.htm

Exigeons la liberté immédiate des dirigeants et des membres de l'APPO!

Il y a quelques jours, le dirigeant de l'APPO (Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca) Flavio Sosa, son frère Horacio, Ignacio García et Marcelino Coache ont été arrêtés à Mexico par des policiers fédéraux. La capture fait partie d'un véritable piège tendu par le gouvernement de Felipe Calderón qui vient d'assumer ses fonctions. Les prisonniers se trouvaient dans la ville, en représentation de l'APPO, pour dialoguer avec des fonctionnaires du Secrétariat de gouvernement lors d'une rencontre préalablement décidée par les parties.

L'hypocrisie des mots du premier message présidentiel de Calderón, qui appelait « au dialogue avec toutes les forces politiques... pour résoudre les conflits », s'est donc manifestée rapidement. Il est devenu clair rapidement que sa réponse face aux luttes populaires sera la répression, une répression qui, dans le cas d'Oaxaca, a déjà provoqué 17 morts, des dizaines de blessés et environ 200 détenus parmi les membres de l'APPO.

Felipe Calderón est devenu président avec une légitimité qui a été profondément mise en question par les dénonciations de fraude dans les élections qui lui ont donné le « triomphe ». La traditionnelle cérémonie d'investiture au Congrès National n'a même pas pu avoir lieu parce que les députés proches du gouvernement et ceux de l'opposition s'y sont battus à coups de poing. C'est-à-dire que, dès qu'il commence son mandat, son gouvernement naît déjà affaibli.

Afin de montrer qu'il n'est pas faible, sa première action de gouvernement a été de maintenir et d'approfondir la répression sur le peuple d'Oaxaca et l'APPO. Ce n'est pas par hasard. Dans le cadre de la continuité de la politique de son prédécesseur Vicente Fox Quesada, de soumettre le Mexique à la colonisation yankee par l'ALENA, Oaxaca était un « problème » qui devait être résolu rapidement.

Au-delà du processus de lutte en Oaxaca, le problème pour la bourgeoisie mexicaine et l'impérialisme est que l'exemple de l'APPO avait commencé à être imité dans d'autres points du pays, comme façon de s'organiser pour le combat. Dans le District Fédéral, plusieurs organisations promeuvent la création de l'Assemblée Populaire de Peuples du District Fédéral, l'APPF. Et la possibilité de créer une entité pareille au niveau national, l'APPM, est envisagée. C'est pourquoi, la répression cherche non seulement à casser la lutte populaire d'Oaxaca mais aussi de détruire l'APPO comme référence d'un modèle d'organisation populaire.

C'est pourquoi il y a une tâche urgente en ce moment, pour tous les combattants et forces démocratiques du Mexique, de l'Amérique Latine et du monde, celle de réaliser une grande campagne nationale et internationale pour mettre fin à la répression en Oaxaca, d'obtenir la liberté des dirigeants et des membres de l'APPO en prison et de défendre l'existence légale de cette organisation populaire.



« A bas la Police Fédérale Préventive », lors de la marche contre la répression de ce 13 janvier.

La LIT-QI considère qu'au Mexique, l'action la plus unitaire possible de toutes les organisations politiques et syndicales qui ne sont pas complices du régime est indispensable pour promouvoir ces actions. La CNTE (Coordination National de Travailleurs de l'Éducation) a une responsabilité spéciale de coordonner l'appel à une grève nationale, car en Oaxaca on attaque brutalement les enseignants de sa Section 22. Ajoutons à cela les manifestations plus indépendantes du syndicalisme comme celle des électriciens.

Le dirigeant du Parti de la Révolution Démocratique (PRD), Andres Manuel López Obrador, a une immense influence politique dans le peuple mexicain et il a donc la possibilité et l'obligation d'appeler à une action massive contre les crimes d'Oaxaca et pour la libération immédiate des prisonniers. Les millions de gens qui ont voté pour lui et les centaines de milliers qui se sont mobilisés contre la fraude doivent exiger de lui qu'il le fasse.

En même temps, la LIT-QI appelle à la plus ample solidarité et à une grande campagne internationale de lettres, déclarations et manifestations, en solidarité avec le peuple d'Oaxaca et l'APPO, et pour répudier la répression de la part du gouvernement de Felipe Calderón. Dans plusieurs pays, dans plusieurs villes, il y a déjà des actions de ce type, mais il est nécessaire de les approfondir et de les étendre.

Secrétariat International de la Ligue Internationale des Travailleurs Quatrième Internationale São Paulo, le 6 décembre 2006.

Solidarité avec le peuple d'Oaxaca et l'APPO!
Arrêtons maintenant la répression!
Pour le retrait de la Police Fédérale d'Oaxaca!
Liberté immédiate pour Flavio Sosa et tous les combattants d'Oaxaca en prison!
Châtiment des responsables de la répression et des meurtres
(Ulises Ruiz, Fox Quesada et Calderón)!
Ulises dehors!

Retrouver l'APPO sur www.asambleapopulardeoaxaca.com/

Libérez tous les prisonniers politiques!